TERMES DE REFERENCE

Formation et accompagnement technique des Départements Ministériels en matière de Budgétisation Sensible au Genre

Contexte

La Budgétisation Sensible au Genre (BSG) est une approche stratégique qui vise à réduire les inégalités de genre dans les processus de planification et de budgétisation. En introduisant les principes de l'égalité de genre et en permettant la traçabilité des budgets gouvernementaux, la BSG renforce les systèmes de planification et de budgétisation et leur efficience. L'appui de l'ONU Femmes aux initiatives de la BSG dans près de 80 pays a démontré que cette approche peut permettre aux gouvernements de mieux adapter les objectifs de la politique en faveur de l'égalité avec des allocations de ressources budgétaires dédiées. La BSG est en outre un outil de garantie de l'efficacité et de l'efficience de la dépense publique à travers la redéfinition des priorités et l'utilisation au mieux (améliorée) des ressources disponibles. Elle permet ainsi d'instaurer une culture de transparence, de redevabilité et d'alignement sur les résultats du développement, et ceci, en étant en parfaite adéquation avec les réformes de la gestion des finances publiques telles qu'opérées dans de plus en plus de pays.

Le Royaume du Maroc s'est engagé depuis 2002 dans la mise en place de la BSG, à travers différentes réformes constitutionnelles, légales et politiques lancées dès le début des années 2000. En 2013 a été créé le Centre d'Excellence pour la Budgétisation Sensible au Genre (CE-BSG) au sein du ministère de l'Économie et des Finances, avec pour objectif d'appuyer la mise en œuvre de la BSG et la diffusion de ses principes. Par ailleurs, ONU Femmes a accompagné le ministère de l'Économie et des Finances dans ce processus dès 2002, à travers un partenariat renouvelé en 2013 visant le développement du CE-BSG et l'appui à la mise en place des principes véhiculés par la Loi Organique n°130-113 relative à la loi de Finances (LOF) adoptée en 2015.

Le CE-BSG réalise ses missions, notamment, à travers un accompagnement effectif et permanent des acteurs étatiques et non étatiques en charge des processus de planification et de mise en œuvre des politiques publiques pour l'intégration, dans leur programmation budgétaire, de la Budgétisation Sensible au Genre ainsi que l'évaluation et le contrôle de l'action publique.

A date d'aujourd'hui, un total de 35 départements ministériels a été accompagné par le MEF, à travers le CE-BSG, pour intégrer la sensibilité genre dans leur programmation budgétaire. Reconnaissant le rôle clé de la BSG pour assurer une mise en œuvre et un suivi effectif des politiques publiques pour l'égalité de genre, la circulaire budgétaire n. 4/2021 en date du 17 mars 2021 au sujet de la Programmation Budgétaire Triennale 2022-2024 invite les départements ministériels « *d'adhérer et s'engager activement dans la concrétisation du troisième Plan Gouvernemental pour l'Egalité « Ikram 3», ainsi que la mise en œuvre des mesures relatives au Programme National Intégré pour l'autonomisation Economique des Femmes à l'horizon de l'année 2030 (Maroc-Attamkine)* ».

Afin d'appuyer les départements ministériels dans l'application de la BSG et dans le renforcement de leurs capacités, le CE-BSG organise des cycles de formation génériques et spécifiques en BSG, en fonction du niveau d'avancement des Départements Ministériels, et ciblant également d'autres parties prenantes de la BSG tel que l'Inspection Générale des Finances et les organisations de la Société Civile. Cette approche permet d'assurer une formation adaptée aux besoins de toutes les parties prenantes ciblées, pour qu'elles disposent des connaissances, compétences, instruments et supports pratiques pour mettre en œuvre la BSG.

Dans ce cadre, ONU Femmes souhaite recruter un bureau d'expertise pour appuyer le CE-BSG dans ses missions d'appui technique et de formation en BSG des parties prenantes institutionnelles clé.

Objectifs

L'objectif général de cette mission est d'appuyer le CE-BSG dans le renforcement des capacités des départements ministériels en BSG et dans leur accompagnement technique pour la préparation des Projets de Performance pour le Projet de Loi des Finances 2023.

La mission d'expertise portera sur deux volets :

1. Le renforcement de capacités des différents partenaires en matière de BSG
2. L'accompagnement technique de certains départements ministériels à l'intégration du genre dans leur programmation budgétaire

Les objectifs spécifiques de cette mission sont :

1. Les connaissances et capacités en matière d'application sectorielle spécifique de la BSG de trois départements ministériels sont renforcées : (i) Département de l'Agriculture, (ii) ministère de l'Inclusion Economique, Petite Entreprise, Emploi et Compétences, et (iii) le ministère de l'Industrie et du Commerce ;
2. Trois départements ministériels (Département de l'Agriculture, ministère de l'Inclusion Economique, Petite Entreprise, Emploi et Compétences, et le ministère de l'Industrie et du Commerce), aux niveaux central et déconcentré, bénéficient d'un accompagnement technique rapproché et adapté en BSG ;
3. Les connaissances et capacités en BSG des divisions sectorielles relevant de la Direction du Budget du MEF sont renforcées ;
4. Les connaissances et capacités en BSG de l'Inspection Générale des Finances du MEF sont renforcées ;
5. Les connaissances et compétences en matière de plaidoyer pour la BSG des organisations de la Société Civile sont renforcées ;

Description de la mission :

Le bureau d'expertise réalisera les tâches suivantes :

<u>Volet 1 : Renforcement des capacités BSG à travers des cycles de formation adaptés aux différentes cibles</u>

Le bureau d'expertise garantira **six formations** en BSG ciblant des bénéficiaires spécifiques :

1. **Formation en BSG spécifique à trois secteurs :** Les représentant·e·s du (1) Département Ministériel de l'Agriculture, du (2) ministère de l'Inclusion Economique, Petite Entreprise, Emploi et Compétences, et du (3) ministère de l'Industrie et du Commerce, sont formé·e·s en BSG, en vue d'une consolidation approfondie de l'intégration genre au niveau de la programmation et exécution budgétaire propre à leurs départements ministériels respectifs.

   - Produire un kit de formation pour l'application de la **BSG au niveau du Département de l'Agriculture,** incluant :
     - Enquêtes pre- et post- évaluation en ligne des compétences des participant.e.s
     - Agenda détaillé du formateur de la formation
     - Présentations PPT
     - Fiches/description des activités/exercices interactifs
     - Programme pour les participant.e.s

- Bibliographie de lectures additionnelles
- Rapport final de formation

➢ Animer 3 jours (7 heures par jour) de formation-action BSG et Agriculture **en modalité présentielle***

➢ Produire un kit de formation pour l'application de la **BSG au niveau du Département de l'Inclusion Economique, Petite Entreprise, Emploi et Compétences,** incluant :
- Enquêtes pre- et post- évaluation en ligne des compétences des participant.e.s
- Agenda détaillé du formateur de la formation
- Présentation PPT
- Fiches/description des activités/exercices interactifs
- Programme pour les participant.e.s
- Bibliographie de lectures additionnelles
- Rapport final de formation

➢ Animer 3 jours (7 heures par jour) de formation BSG et Inclusion Economique, Petite Entreprise, Emploi et Compétences **en modalité présentielle***

➢ Produire un kit de formation pour l'application de la **BSG au niveau du ministère de l'Industrie et du Commerce**, incluant :
- Enquêtes pre- et post- évaluation en ligne des compétences des participant.e.s
- Agenda détaillé du formateur de la formation
- Présentation PPT
- Fiches/description des activités/exercices interactifs
- Programme pour les participant.e.s
- Bibliographie de lectures additionnelles
- Rapport final de formation

➢ Animer 3 jours (7 heures par jour) de formation BSG et Industrie et Commerce **en modalité présentielle***

2. **Formation en BSG des représentant.e.s des divisions sectorielles de la Direction du Budget du MEF** dans l'optique de renforcer la prise en compte du genre tout au long du cycle de programmation budgétaire.

➢ Analyser les besoins de formation des participant·e·s ;
➢ Animer 3 jours de formation BSG en modalité présentielle*

Pour la formation des **divisions sectorielles de la Direction du Budget du MEF,** le bureau d'expertise s'appuiera sur les supports de formation existants mis à disposition (PowerPoint, fiches de consignes pour les travaux de groupe et études de cas), développées par le CE-BSG et ONU Femmes et les adaptera aux éventuels besoins.

3. **Formation en BSG des représentant.e.s de l'Inspection Générale des Finances du MEF** dans l'optique de renforcer la prise en compte du genre lors des processus d'audit de performance.

➢ Analyser les besoins de formation des participant·e·s ;
➢ Animer 3 jours de formation BSG en modalité présentielle*

Pour la formation des **représentant.e.s de l'Inspection Générale des Finances MEF,** le bureau d'expertise s'appuiera sur les supports de formation existants mis à disposition (PowerPoint, fiches de consignes pour les travaux de groupe et études de cas), développées par le CE-BSG et ONU Femmes et les adaptera aux éventuels besoins.

4. **Formation spécifique des représentant·e·s de la Société Civile** en vue de renforcer le plaidoyer et le débat public autour de l'importance de la BSG pour l'avancement de l'égalité de genre.

Le bureau d'expertise devra :

- Produire un kit de formation en matière de **plaidoyer pour la BSG** incluant :
  - Enquêtes pre- et post- évaluation en ligne des compétences des participant.e.s
  - Agenda détaillé du formateur de la formation
  - Présentation PPT
  - Fiches/description des activités/exercices interactifs
  - Programme pour les participant.e.s
  - Bibliographie de lectures additionnelles
  - Rapport final de formation
- Animation de 3 jours (7 heures par jour) de formation BSG et Société Civile **en modalité présentielle***

<u>Volet 2. Accompagnement technique des Départements Ministériels **</u>

Le bureau d'expertise sera appelé à appuyer le MEF et le CE-BSG dans l'accompagnement technique en BSG pour renforcer la programmation budgétaire sensible au genre des départements ministériels et sa traduction au niveau des Projets de Performance au titre du Projet de Loi des Finances 2023. Cet accompagnement devra être assuré par un·e expert·e BSG avec l'appui d'un·e expert·e du secteur concerné.

L'accompagnement technique BSG des 3 départements ministériels ciblés sera décliné en **deux phases**.

- **Phase I** : **sensibilisation BSG et compréhension des enjeux** de la prise en compte d'une approche genre dans la mise en œuvre des programmes budgétaires **à niveau déconcentré**. A travers des **ateliers participatifs** réunissant les parties prenantes clé (représentation déconcentrée du département, y compris les établissements publics sous tutelle), une réflexion commune sera menée sur les contraintes, bonnes pratiques et les opportunités existantes pour une meilleure prise en compte de l'approche genre à niveau territorial de chacun des trois départements ministériels.
  Cette phase nécessitera des déplacements dans les régions ciblées :
  - Pour le département ministériel de l'Agriculture *:* la région de Casablanca- Settat (Casablanca), la Région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima (Tanger) et la Région de Marrakech-Safi (Marrakech).
  - Pour le ministère de l'Industrie et du Commerce : la région de Casablanca- Settat (Casablanca), la Région du Tanger-Tétouan-Al Hoceima (Tanger) et la Région de Marrakech-Safi (Marrakech).
  - Pour le ministère de l'Inclusion Economique, Petite Entreprise, Emploi et Compétences : la région de Rabat-Salé-Kenitra et la région de Casablanca-Settat.

Le bureau d'études devra :

- Produire un kit de sensibilisation adapté à chaque département, restituant les récentes évolutions et les principales voies d'amélioration recueillies lors des exercices précédents pour une meilleure prise en compte du genre.
  Le kit sera composé de :
  - Programme des ateliers participatifs
  - Feuille de route pour l'animation de l'atelier participatif
  - Présentation PowerPoint
  - Une fiche technique préalable, par département, rappelant les évolutions dudit département en matière de BSG et résumant les **recommandations** faites au cours des précédents accompagnements, ainsi que les **obstacles et défis** identifiés (la base documentaire sera fournie par le CE-BSG).

- Animer 8 ateliers participatifs BSG au profit des représentant·e·s des départements ministériels ciblés au niveau déconcentré (1 atelier participatif par région, par département/ministère), dans la Phase I de l'accompagnement BSG;
- Produire une fiche technique consolidée, par département, incluant des recommandations concrètes issues des ateliers participatifs pour le renforcement de la chaîne de résultats sensible au genre de chaque département.

- **Phase II** : **organisation d'ateliers de restitution et d'arbitrage** par département ministériel au niveau central, en vue de débattre, de consolider et valider les recommandations issues de la Phase I, avant la soumission du Projets de Performance pour le Projet de Loi de Finances 2023.

  Le bureau d'études devra :
  - Animer 3 séances d'assistance technique BSG de consolidation et validation au profit des 3 départements ministériels pour le processus de programmation budgétaire pour le Projet de Loi des Finances 2023, sur la base des fiches techniques élaborées lors de la Phase I ;
  - Actualiser les fiches techniques, par département, à la lumière des observations et des arbitrages faits au niveau central ;
  - Produire un rapport final de la mission d'accompagnement technique BSG, incluant des recommandations pour le prochain cycle budgétaire ;
  - Animer une séance de retour d'expérience pour l'ensemble des départements ministériels intégrés dans l'exercice d'accompagnement BSG.

*** Toutes les séances d'accompagnement technique sont prévues en modalité présentielle, néanmoins elles restent sujettes à l'évolution du contexte sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 et les mesures nationales.*

Durée et calendrier de la mission

La durée de la mission d'expertise est d'approximativement 7 mois avec début en juin 2022 et fin en décembre 2022.

Livrables

Livrable 1

- Accompagnement technique Phase I : kit de sensibilisation, animation de 8 ateliers participatifs dans les régions spécifiés et 3 fiches techniques consolidées (1 fiche par département)

- Accompagnement technique Phase II : animation de 3 séances d'assistance technique BSG de consolidation et validation, 3 fiches techniques actualisées, rapport final de la mission d'accompagnement et animation d'une séance de retour d'expérience

Livrable 2

(i) Formation spécifique BSG pour le secteur de l'agriculture :

- Un kit de formation pour l'application de la BSG au niveau du département de l'Agriculture,
- Animation de 3 jours (7 heures par jour) de formation-action BSG et Agriculture en modalité présentielle*

(ii) Formation spécifique BSG pour le département ministériel de l'inclusion économique, petite entreprise, emploi et compétences :

- Un kit de formation pour l'application de la BSG au niveau du département de l'Inclusion Economique, Petite Entreprise, Emploi et Compétences
- Animation de 3 jours (7 heures par jour) de formation BSG et Inclusion Economique, Petite Entreprise, Emploi et Compétences en modalité présentielle*

(iii) Formation spécifique BSG pour le secteur de l'Industrie et du Commerce :

- Un kit de formation pour l'application de la BSG au niveau du ministère de l'Industrie et du Commerce
- Animation de 3 jours (7 heures par jour) de formation BSG et Industrie et Commerce en modalité présentielle*

Livrable 3

- Un kit de formation spécifique au plaidoyer pour la BSG pour le collectif des ONG pour la BSG
- Animation de 3 jours (7 heures par jour) de formation BSG et Société Civile en modalité présentielle*

Livrable 4

Formation spécifique BSG pour l'Inspection Générale des Finances :

- Analyse des besoins de formation des participant·e·s à travers des enquêtes pré- et post-formation en ligne ;
- Animation de 3 jours de formation BSG en modalité présentielle*
-

Le bureau d'expertise s'appuiera sur les supports de formation existants (PowerPoint, fiches de consignes pour les travaux de groupe et études de cas), développées par le CE-BSG et ONU Femmes et les adaptera aux éventuels besoins.

Livrable 5

Formation spécifique BSG pour les divisions sectorielles de la Direction du Budget (MEF) :

- Analyse des besoins de formation des participant·e·s à travers des enquêtes pré- et post-formation en ligne ;
- Animation de 3 jours de formation BSG en modalité présentielle*

Le bureau d'expertise s'appuiera sur les supports de formation existants (PowerPoint, fiches de consignes pour les travaux de groupe et études de cas), développées par le CE-BSG et ONU Femmes et les adaptera aux éventuels besoins.

** L'animation des cycles de formation en modalité présentielle est sujette à l'évolution du contexte sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 et les mesures nationales. Le bureau d'expertise* ***n'est pas*** *chargé de l'organisation logistique des formations en présentiel.*

*** Toutes les séances d'accompagnement technique sont prévues en modalité présentielle, néanmoins elles restent sujettes à l'évolution du contexte sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 et les mesures nationales.*

(!) Les frais de transport et les per diem liées à la réalisation des livrables sont à expliciter dans l'offre financière.

La langue officielle de l'offre et des documents remis et livrés est le français

METHODE ET CRITERES D'EVALUATION

1. Evaluation préliminaire :

L'évaluation préliminaire sera réalisée afin de déterminer si les offres respectent les exigences administratives de la demande de proposition. Les propositions sont vérifiées pour s'assurer de leur conformité avec les exigences suivantes :

Critères	**Documents permettant d'établir la conformité**
Intégralité de la proposition	Tous les documents et la documentation technique demandés dans les instructions au soumissionnaire ont été fournis et sont complets
Le soumissionnaire accepte les conditions générales de contrat d'ONU Femmes	Formulaire de soumission de proposition (formulaire en ligne)
La durée de validité de l'offre est respectée	Formulaire de soumission de proposition (formulaire en ligne)
L'offre est complète et remplit les conditions d'éligibilité	Formulaire de soumission de proposition (formulaire en ligne)

Critères d'éligibilité	**Documents permettant d'établir la conformité**
Le soumissionnaire est enregistré dans les registres légaux (Registre de commerce, tribunal administratif…)	Formulaire d'information du proposant (formulaire en ligne)
Les soumissionnaires ne figurent pas parmi les fournisseurs suspendus par les Nations Unies ;	Formulaire d'information du proposant (formulaire en ligne)
Les soumissionnaires n'ont pas eu d'expériences négatives au préalable avec le Bureau d'ONU Femmes Maroc ;	Formulaire d'information du proposant (formulaire en ligne)
Le soumissionnaire n'est pas déclaré en faillite, n'est pas impliqué dans une procédure de faillite ou de redressement judiciaire, et il n'y a pas de jugement ou d'action en justice en cours contre le soumissionnaire qui pourrait nuire à ses activités dans un avenir prévisible	Formulaire d'information du proposant (formulaire en ligne)
Les offres sont signées par la personne habilitée à signer au nom du soumissionnaire, y compris une procuration si stipulée ;	Formulaire d'information du proposant (formulaire en ligne)

Critères de qualification	**Documents permettant d'établir la conformité**
Historique des contrats non performants : La non-exécution d'un contrat n'est pas due à une défaillance du contractant au cours des trois dernières années.	Formulaire d'éligibilité et de qualification (Formulaire en ligne)
Historique des litiges : Pas d'historique cohérent des décisions de justice/arbitrage à l'encontre du vendeur depuis les 3 dernières années.	Formulaire d'éligibilité et de qualification (Formulaire en ligne)
Expérience antérieure :	
Minimum d'années d'expérience pertinente (3 années)	Formulaire d'éligibilité et de qualification (formulaire en ligne) / Proposition technique
Minimum de contrats de valeur, de nature et de complexité similaires mis en œuvre au cours des 3 dernières années. (Pour les JV/Consortium/Association, toutes les parties doivent satisfaire cumulativement à cette exigence).	Formulaire d'éligibilité et de qualification (Formulaire en ligne)
Situation financière:	
Liquidité : le ratio actif moyen à court terme / passif à court terme au cours des trois dernières années doit être égal ou supérieur à 1. Le fournisseur doit inclure dans sa proposition des bilans vérifiés couvrant les deux dernières années	Copie des états financiers / bilans vérifiés pour les trois dernières années. / Formulaire d'éligibilité et de qualification (Formulaire en ligne)

Evaluation de la proposition technique :

La proposition technique est évaluée et examinée afin de déterminer si elle répond aux besoins exprimés dans le présent document. La qualité de chaque proposition technique sera évaluée conformément aux critères d'évaluation technique et barèmes suivants :

Critère 1. Expérience et Capacité du soumissionnaire (Expertise de l'organisation soumettant la proposition)		**Points**
1.1	Structure Organisationnelle **Foot note au prestataire :** Fournir une brève description de l'entité soumissionnaire : type de l'entreprise, année de constitution, capital, définition des activités principales, effectif, taille de l'organisation, solidité de la gestion…	**20**
1.2	• Informations sur la situation financière du soumissionnaire qui n'indiquent pas de problèmes financiers, tels que la valeur nette des capitaux propres négative, association à une faillite, insolvabilité, mise sous séquestre, litiges majeurs, privilèges, jugements ou mauvaises cotes de crédits ou historique de paiement • Information indiquant que le soumissionnaire n'est pas en faillite, n'est pas impliqué dans une procédure de mise en faillite ou de mise sous séquestre, et il n'y a aucun jugement ou action en justice contre lui qui pourrait nuire à ses activités dans un avenir proche. **Foot note au prestataire :** Capacité financière : le soumissionnaire doit démontrer sa capacité financière en fournissant les documents suivants : Bilan des 2 dernières années, Registre de Commerce modèle J / Maroc ou attestation de non-liquidation pour les soumissionnaires en dehors du Maroc, attestation d'inscription aux impôts.	**40**
1.3	Pertinance des connaissances spécialisées; d'expériences similaires; Détail des connaissances spécialisées qui peuvent s'appliquer aux performances décrites dans les TdRs. **Foot note au prestataire :** Détail des connaissances spécialisées qui peuvent s'appliquer aux performances décrites dans les TdRs. Inclure les expériences au Maroc ou dans d'autres pays. • Décrire des expériences **similaires** avec d'autres organisations des Nations Unies/Multilatérales/bilatérales. • Fournir au minimum 3 attestations de référence relatives aux projets menés. (Les attestations doivent être délivrées au nom de l'entreprise soumissionnaire et non pas au nom des employés ou consultants à titre individuel)	**90**

Projet	Client	Montant du contrat	Délai d'exécution	Rôle du soumissionnaire	Coordonnées

Total des points pour les critères 1. Expérience et capacité du soumissionnaire	**150**

Critère 2. Méthodologie et Plan de travail (Méthodologie proposée)		**Points**
2.1	Analyse du contenu, méthodologie - y compris la compréhension du soumissionnaire du travail d'ONU Femmes, l'adhésion aux principes d'achat et aux termes de référence. **Foot note au prestataire** : Fournir une description de l'approche, de la méthodologie et du calendrier du soumissionnaire pour réaliser la prestation. Expliquer la compréhension du soumissionnaire des besoins décrits dans les TdRs. Identifier les lacunes dans la description des besoins de la prestation sur la base des informations fournies. Décrire comment le soumissionnaire se conformera aux principes du Procurement d'ONU Femmes si une opération d'achat est effectuée au nom d'ONU Femmes. Les principes généraux du Procurement d'ONU Femmes : a) Meilleur rapport qualité / prix ; b) Équité, intégrité et transparence ; c) Concurrence effective ; d) L'intérêt supérieur d'ONU Femmes	**300**
2.2	Gestion - chronologie, livrables et rapports **Foot note au prestataire** : Fournir une description détaillée de comment se fera la gestion pour la mise en œuvre des prestations demandées conformément aux TdRs. Le chronogramme doit refléter un calendrier d'exécution de façon à permettre de visualiser facilement l'ensemble des activités et tâches à réaliser, leur enchaînement, leur délai de réalisation.	**50**
Total des points pour le critère 2. Méthodologie et Plan de travail		**350**

	Critère 3. Plan des ressources, Personnel clé (Qualification et compétences de l'équipe proposée)	**Points**
3.1	Composition de l'équipe proposée avec les tâches attribuées (y compris la supervision) Curriculum vitae de l'équipe proposée qui sera impliquée à temps plein ou à temps partiel **Foot note au prestataire** : Fournir une description détaillée de comment se fera la gestion pour la mise en œuvre des prestations demandées conformément aux TdRs. Soumettre un organigramme indiquant le lieu du soumissionnaire (ville et pays), les rapports hiérarchiques, ainsi qu'une description de la structure de l'équipe. Indiquer la disponibilité des ressources en termes de personnel et les installations nécessaires pour l'exécution des TdRs. Décrire la structure de l'équipe/personnel proposé(e) et les tâches (y compris la supervision) qui seront attribuées à chacun-e pour la réalisation de la prestation demandée. Composition de l'équipe proposée avec les tâches attribuées (y compris la supervision) : **<u>Un.e chef.fe de projet expert-e Genre et Droits Humains</u> :** - Master ou équivalent (bac +5) en sciences politiques, sciences économiques, sciences sociales, relations internationales, droit, genre ou dans d'autres domaines liés au développement - Plus de 15 ans d'expérience dans l'accompagnement d'organisations et institutions dans l'intégration du genre dans leurs projets/programmes - Une expérience d'au moins 5 ans en matière de présentation ou formations/ accompagnement en direction de partenaires institutionnels - Une expérience de plus de 3 ans dans l'analyse et les recommandations autour de la Budgétisation Sensible au Genre - Excellentes capacités d'analyse et de rédaction (en français) - La connaissance du contexte institutionnel national (Maroc) serait un atout **<u>Un.e expert.e du secteur de l'Agriculture</u>** - Master ou équivalent (bac +5) en ingénierie agricole, sciences naturelles, sciences environnementales développement durable, ou autres domaines connexes liés au développement - Expérience d'au moins 10 ans dans l'analyse des politiques publiques en matière d'agriculture et/ou développement rural durable et inclusif - Expérience d'au moins 2 ans dans la conduite de recherche-action socio-économique dans le secteur agricole - Connaissance des enjeux d'égalité de genre dans le secteur de l'agriculture - Expérience d'au moins 1 an dans l'animation de formations et d'autres formes de renforcement des capacités ; **<u>Un.e expert.e du secteur de l'Emploi</u>** - Master ou équivalent (bac +5) en sciences économiques, sciences sociales, relations internationales, droit, genre ou dans d'autres domaines liés au développement - Expérienced'au moins 10 ans dans l'analyse des politiques publiques en matière d'emploi - Connaissance du domaine de l'emploi décent, l'inclusion économique et des enjeux d'égalité de genre sur le marché du travail - Expérience d'au moins 1 an dans l'animation de formations et d'autres formes de renforcement des capacités **<u>Un.e expert.e du secteur de l'Industrie / Développement industriel / Commerce</u>** - Master ou équivalent (bac +5) en sciences économiques, sciences sociales, administration et gestion publique, sciences politiques, management des stratégies industrielles, droit, genre ou dans d'autres domaines liés au développement - Expérience d'au moins 10 ans dans le cadre de politiques ou programmes publics du secteur de l'Industrie, du Commerce et/ou entrepreneuriat - Connaissance prouvée du domaine de des enjeux genre au sein du secteur industriel et/ou le secteur du commerce - Expérience d'au moins 1 an dans l'animation de formations et d'autres formes de renforcement des capacités Profil sur l'égalité de genre • Le soumissionnaire est fortement encouragé à inclure des informations sur le pourcentage de femmes : (1) employées dans l'entité, (2) occupant des postes de Direction, (3) actionnaires. • Ceci ne sera pas un critère d'évaluation, à moins que deux offres soient identiques (c.-à-d. ayant obtenu le même nombre de points totaux dans le cas de la méthode d'évaluation cumulative et/ou en cas de prix identique dans le cas de devis techniquement conformes/acceptables). • Bien que cela ne soit pas un facteur d'évaluation, ONU Femmes collecte ces données à des fins statistiques, en vue d'appuyer son mandat de promotion de l'égalité entre hommes et femmes et d'autonomisation des femmes. • Les soumissionnaires sont également invités à : (1) devenir signataire des d'autonomisation des femmes (si plus de 10 employés) http://weprinciples.org/Site/PrincipleOverview ; ou (2) signer l'accord volontaire visant à promouvoir l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes (si moins de 10 salariés). Les bonnes pratiques d'entreprises favorisant l'égalité de genre se trouvent ici: http://weprinciples.org/Site/CompaniesLeadingTheWay/	**200**

Total des points pour le critère 3 Plan des ressources, Personnel clé	**200**
TOTAL POINTS	**700**